

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**(CCAP n°PT-08-25)**

**Pièce n°2**

**Le pouvoir adjudicateur : Grand Port Maritime de la Guyane**

**Z.I. de Dégrad des Cannes  
97354 Rémire-Montjoly**

**CCAP établi en application du Code de la Commande Publique et des CCAG**

---

**Marché de travaux de clôtures et d'aménagement de  
la zone d'accès du terminal pétrolier et de son terre-  
plein arrière au Port de Dégrad-des-Cannes  
– PT-08-25**

**Lots 1 à 2**

---

La présente consultation est un marché public à procédure adaptée conformément aux articles L1111-1 et L 2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique en vigueur.

## **Table des matières**

Article 1 - Objet.....	4
Article 2 – Nature et formalisme de la procédure.....	4
Article 3 – Délais.....	4
3-1-Délais.....	4
Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution :.....	6
3-2-prolongation dES delaiS d'execution.....	6
Article 4 - Obligations du titulaire.....	6
4-1-Pièces contractuelles particulières.....	6
4-2-Pièces contractuelles générales.....	7
4-3-Protection de la main d'œuvre et clause sociale.....	7
4-3-1-Protection de la main d'œuvre.....	7
4-3-2-Clause sociale.....	7
4-4-Protection de l'environnement.....	7
4-5-Assurances et responsabilité.....	7
4-5-1-responsabilité civile de droit commun.....	8
4-5-2-responsabilité civile décennale.....	8
4-5-3- Dispositions communes.....	8
4-6-Autres obligations.....	9
4-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance.....	9
4-6-2-Confidentialité et sécurité.....	9
Article 5 – Pénalités.....	11
5-1-Pénalités de retard.....	11
5-1-1- En phase de préparation.....	11
5-1-2- Le délai d'exécution.....	11
5-1-3- Le délai de remise des bordereaux de suivi des déchets.....	12
5-2-Pénalités diverses.....	12
Article 6 - Prix et règlement.....	13
6-1-VARIATION des prix.....	13
6-2-Contenu des prix.....	14
6-3-Modalités de règlement.....	14
6-3-1-Présentation des demandes de paiement.....	14
6-3-2-Délais de paiement.....	15
6-4-Périodicité des paiements.....	15
6-5-Avance.....	15
6-6-Retenue de garantie.....	16
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations.....	17
7-1-Maitrise d'œuvre.....	17
7-2-Autres intervenants.....	17

7-3-Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits .....	17
7-4-Periode de préparation / Programme d execution des travaux.....	18
7-5-Organisation, sécurité et hygiène du chantier .....	18
Installation de chantier .....	19
Rémunération des installations .....	19
Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie .....	19
8-1-Opérations de constatation .....	19
8-2-Réception .....	19
8-3-Documents fournis après exécution et AVANT RECEPTION.....	20
Article 9 – Obligations relatives à la protection des données à caractère personnel.....	20
Article 10 - Litiges et contentieux .....	21
Article 11 - Résiliation du marché.....	21

## **Article 1 - Objet**

La présente consultation a pour objet des travaux de réaménagement de la zone terrestre ISPS en amont de l'apponement du quai pétrolier ainsi que des travaux de mise en place de clôture ISPS en vue du chantier d'aménagement du terre-plein en arrière du terminal pétrolier pour le compte du Grand Port Maritime de Guyane.

Lot(s)	Désignation	CCAG
1	Dépose et mise en œuvre de clôtures ISPS y compris le génie civil ou la maçonnerie de soubassement, fourniture et pose de portails et d'un tourniquet de sécurité	Travaux
2	Travaux de démolition, de terrassement, de mise en œuvre d'ouvrage de génie civil et d'équipements de réseaux secs	Travaux

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une partie des travaux est située le long de la voirie d'accès du terminal pétrolier et à l'extrémité de cette voirie avant l'apponement du terminal. Pour des raisons de sécurité, cet accès devra être impérativement maintenu libre à tout moment.

Un tableau détaillant les différentes phases de travaux à réaliser avec leurs contraintes de phasage et/ou d'exécution est joint en annexe n°6 au présent DCE. Certaines phases de travaux sont également précisées prioritaires

La description précise du besoin ainsi que les conditions d'exécution figurent dans les pièces techniques de chaque lot.

Les travaux s'étaleront de novembre 2025 au février 2026.

## **Article 2 – Nature et formalisme de la procédure**

Il s'agit d'un marché de travaux à procédure adaptée conformément aux articles L1111-1 et L 2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique en vigueur.

## **Article 3 – Délais**

### **3-1-DELAIS**

Les délais plafonds de préparation et d'exécution des travaux de chaque lot sont précisés dans les actes d'engagement.

Les titulaires ont la possibilité de revoir ces délais maximums à la baisse.

Pour chaque lot, le délai total d'exécution est exprimé en jours ouvrés et n'intègre pas les jours non travaillés du fait de la présence d'un navire.

La présence d'un navire pendant 3 heures minimum sur le créneau horaire de 7h à 15h comptabilise automatiquement une demi-journée non travaillée.

En fonction des lots, les titulaires doivent tenir compte pour quantifier leur délai total d'exécution :

- de la répartition des travaux qu'ils ont à exécuter à l'intérieur de l'IP pétrolier (détaillée ci-après) et **ceux situés à l'extérieur au-delà d'un rayon de 15m en dehors de l'IP actuelle définissant le zonage ATEX**
- de la démobilisation et remobilisation de ses moyens entre deux escales de navires.

**Lot n°1 : Travaux pouvant être exécutés** pendant la présence d'un navire sur l'IP pétrolier :

- 1) Portail d'accès nord sur la voirie de la Marina + plaques béton préfabriquées
- 2) Mise en œuvre de la clôture ISPS ouest définitive de la future extension du terre-plein n°3 (TP3)
- 3) Mise en œuvre de la clôture provisoire ouest du TP3
- 4) Tâches de mise en œuvre du linéaire de la nouvelle clôture ISPS de l'IP pétrolier respectant les conditions de travail réglementaire en zonage ATEX (mesures ATEX permanentes, pas de point chaud, pas d'engin thermique ou électrique non certifié ATEX).

**Lot n°1 : Travaux ne pouvant pas être exécutés** pendant la présence d'un navire sur l'IP pétrolier :

- 1) Mise en œuvre du portail roulant motorisé
- 2) Mise en œuvre du tourniquet de sécurité
- 3) Tâches de mise en œuvre du linéaire de la nouvelle clôture ISPS de l'IP pétrolier ne pouvant pas respecter les conditions de travail réglementaire en zonage ATEX.

**Lot n°2 : Travaux pouvant être exécutés** pendant la présence d'un navire sur l'IP pétrolier :

- 1) Terrassement de la bande support de la clôture ISPS ouest définitive de la future extension du terre-plein n°3 (TP3) en dehors du zonage ATEX
- 2) Tous les équipements de réseaux hors de l'emprise de la voirie d'accès à l'apponement et en dehors du zonage ATEX
- 3) Massif béton du mât n°1.

**Lot n°2 : Travaux ne pouvant pas être exécutés** pendant la présence d'un navire sur l'IP pétrolier :

- 1) Terrassement pour reprofilage de la moitié sud de la voirie et stationnements

- 2) Terrassement et GC de la dalle de stationnement Poids Lourds, massifs des mâts n°2 et n°3.
- 3) Tous les équipements de réseaux situés dans l'emprise de la voirie d'accès à l'apponement et en zonage ATEX

#### Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution :

Le calendrier détaillé d'exécution devra être réalisé durant la période de préparation par le titulaire en fonction :

- Des différentes phases détaillées dans le marché
- Des éventuelles contraintes et/ou point bloquant relatifs à chaque phase
- Des délais renseignés par le titulaire pour chaque phase. En cas de non renseignement par le soumissionnaire, les délais plafonds s'appliqueraient.

N.B. : les dates précises ou périodes envisagées de certaines contraintes et/ou point(s) bloquant(s), ne dépendant pas du GPM principalement, pourront ne pas être connues lors de l'attribution du marché, voire pendant la période de préparation. Les tâches affectées par ces inconnues seront donc intégrées au fur et à mesure qu'elles seront levées. Le titulaire doit donc intégrer dans son offre la reprise de ce calendrier autant de fois que nécessaire.

### **3-2-PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION**

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours ouvrés constatés impraticables par le maître d'œuvre. Cette impraticabilité sera signalée par l'entrepreneur, et fera l'objet d'un constat contradictoire entre l'entrepreneur et le maître d'œuvre sur site chaque matin d'impraticabilité ;

<b><u>Article 4 - Obligations du titulaire</u></b>
--

#### **4-1-PIECES CONTRACTUELLES PARTICULIERES**

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissant :

- Les actes d'engagement (ATTRI 1) des lots n°1 et n°2 et leurs annexes :
  - N°1 : Les bordereaux des prix des lots n°1 et n°2,
  - N°2 : L'attestation de visite obligatoire des lots n°1 et n°2
  - N°4 : Les phases de travaux et leurs contraintes de phasage et/ou d'exécution des lots n°1 et n°2
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Les CCTP pour chaque lot des travaux,
- Le dossier de plans,
- Le dossier des annexes techniques

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de rendre contractuel lors de la mise au point du marché tout ou partie du mémoire technique du titulaire.

## **4-2-PIECES CONTRACTUELLES GENERALES**

Les documents applicables sont :

### **Pour les lots 1 à 2 :**

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini au présent CCP;

## **4-3-PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CLAUSE SOCIALE**

### **4-3-1-Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

### **4-3-2-Clause sociale**

Ce marché ne contient pas de clause sociale notamment en ce qui concerne l'insertion par le biais de l'emploi.

## **4-4-PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Le titulaire doit engager dans une démarche de respect et de protection de l'environnement notamment en ce qui concerne la gestion des déchets ainsi que la prévention des pollutions et la préservation des milieux naturels.

## **4-5-ASSURANCES ET RESPONSABILITE**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792,

1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

#### 4-5-1-responsabilité civile de droit commun

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

#### 4-5-2-responsabilité civile décennale

S'agissant de la réalisation d'ouvrages dont le coût prévisionnel des travaux et honoraires est inférieur à 15 millions d'euros HT, l'entreprise déclare être titulaire d'une police de responsabilité civile décennale en capitalisation en état de validité au jour de l'ouverture du chantier la garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

Les entreprises titulaires justifieront de leur police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances émanant de leur société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA).

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses sous-traitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

#### 4-5-3- Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.



Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...)

Le titulaire qui met en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge exclusive du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage aux torts exclusifs du titulaire.

#### **4-6-AUTRES OBLIGATIONS**

##### **4-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC. Le titulaire devra joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 4-5 ci-dessus.

##### **4-6-2-Confidentialité et sécurité**

###### **a) Obligation de confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

###### **b) Mesures de sécurité**

Le titulaire devra se conformer à la démarche MASE et obtenir toutes les autorisations d'accès au port préalablement à toute intervention sur site.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

c) Obligations relatives à la démarche MASE :

Depuis le 1er juillet 2016, le GPM-Guyane s'inscrit dans une démarche MASE (Manuel d'Amélioration Sécurité des Entreprises) au titre d'Entreprise Utilisatrice (EU).

Dans ce cadre, tout personnel d'Entreprise Intervenante (EI), c'est-à-dire devant intervenir quels que soient son activité et l'objet de sa visite dans la circonscription du port, doit participer une sensibilisation dématérialisée relative à la Santé, la Sécurité et l'Environnement (SSE) effectuée lors des demandes d'accès en ligne.

Avant toute intervention sur le site portuaire (bâtiments et plateforme), le titulaire devra s'assurer que tous les membres de son personnel aient participé à cette sensibilisation SSE. Les demandes d'accès ne sont autorisées qu'après validation de l'accueil SSE.

Pour tout renseignement complémentaire relative à cette démarche, la personne à contacter au GPM-Guyane est Mme Maureen ROSE-HELENE, responsable QHSE dont les coordonnées sont :

Téléphone bureau : 0594 29 67 16 / Courriel : m.rose-helene@portdeguyane.fr

Avant le début des travaux, le PPSPS et/ou le PRE seront transmis à Mme Rose-Helene pour avis et au coordinateur SPS désigné pour cette opération pour validation.

Enfin et si besoin, le titulaire du lot n°1 devra se conformer aux procédures d'accès au port pour obtenir les autorisations d'entrée provisoires aux zones ISPS.

La procédure étant disponible là :

<https://portdeguyane.fr/espace-professionnel/acces-au-port/>

d) Obligations du titulaire relatives face à la sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les obligations sont présentées à l'article 7 du présent CCAP.

e) Obligations spécifiques à une zone provisoire ATEX

Le terminal pétrolier est une installation classé ATEX dès qu'un navire est présent à quai. Son accès est alors interdit à toute personne étrangère aux opérations de déchargement et à la gestion des personnels de bord.

Lorsque le quai est libre la zone n'est plus considérée ATEX. Néanmoins, afin de garantir la sécurité des personnels du titulaire intervenant sur le site, le GPM impose au titulaire de mettre à disposition de son personnel un détecteur atmosphérique multi-gaz des produits présents dans les conduites en permanence via les alarmes de seuils en fonction du capteur retenu. Le titulaire intégrera dans ces procédures écrites des contrôles atmosphériques périodes pendant les horaires de travail avec à minima 3 mesures quotidiennes.

Les titulaires des lots n°1 et n°2 devront disposés en permanence lors de leurs travaux sur site de :

- Deux extincteurs de classe « ABC »
- Deux personnels formés au maniement de ces extincteurs (attestations de formation à fournir)

#### f) Travail des entreprises en soirée, la nuit et le week-end

Les entreprises sont autorisées à travailler en soirée, la nuit et le week-end. Un planning précis des heures d'activités hors des horaires de présence des agents du GPM devra être transmis avec un préavis de 48h auprès du responsable sureté du Grand Port Maritime.

## **Article 5 – Pénalités**

### **5-1-PENALITES DE RETARD**

#### **5-1-1- En phase de préparation**

Lorsque le délai de remise des documents précisés dans le CCTP de chaque lot, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard du montant ci-dessous :

Document	Montant pénalité
LOT 1	
PPSSP – PRE – demandes d'agrément – plans de ferrailage du muret de l'IP pétrolier	50€ par jour de retard
LOT 2	
Plan d'installation de chantier	50€ par jour de retard
Tous les plans demandés à l'article 4 du CCTP	50€ par jour de retard
Demandes d'agrément des matériaux	50€ par jour de retard

#### **5-1-2- Le délai d'exécution**

Lot 1 à 2 :

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière de 1/2000<sup>ème</sup> du montant de l'ensemble du marché.

### 5-1-3- Le délai de remise des bordereaux de suivi des déchets

Ce chapitre concerne le lot 2 avec la démolition de l'ancienne guérite de gardiennage.

En cas de retard imputable au titulaire dans la remise de l'intégralité des bordereaux de suivi des déchets dûment complétés, il est appliqué une pénalité journalière de 50€ par jour ouvré au-delà du délai de 1 mois après la fin de l'évacuation des déchets issus de cette démolition.

### 5-2-PENALITES DIVERSES

En cas de non-respect des engagements contractuels, des procédures d'exécution et/ou des mesures de sécurité (personne différente que le chargé d'opération en réunion de chantier, non-respect des moyens et/ou des matériels déclarés dans les procédures, présence de personnels non formé MASE sur le chantier, etc...), dès le constat adressé par le maître d'œuvre par voie électronique, le titulaire dispose de 24 heures pour régulariser la situation.

Au-delà de ce délai, il s'expose à une **pénalité forfaitaire de 500,00 €** et par personne qui s'incrémente de **150,00 € par journée calendaire supplémentaire de retard**.

En cas de non port des EPI même partiel ou momentané, l'entreprise encourt immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre à **une pénalité de 500,00 € pour chaque infraction constatée** dès le constat adressé par le maître d'œuvre par voie électronique.

En cas d'absence à une réunion de chantier qui a fait l'objet d'une convocation par mail avec un préavis de 48h, l'entreprise encourt immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre **une pénalité de 200,00€ par absence**.

En cas d'oubli de fermeture du portail d'accès à l'apportement pétrolier lors de travaux en horaires décalés et en l'absence du personnel du GPM, l'entreprise encourt immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre **une pénalité de 200,00€ par constat**.

En cas d'oubli de remise en état de l'emprise complète de l'accès à l'apportement pétrolier (déchets non ramassés et nettoyage non fait, de non-respect du plan d'installation de chantier, matériels non replié, trou(s) non remblayé(s) ou non protégé(s), etc...) l'entreprise encourt immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre **une pénalité de 500,00 € par constat**.

En cas de non-respect des mesures de travail en zonage ATEX, l'entreprise encourt immédiatement et sur simple constatation du maître d'œuvre **une pénalité de 500,00 € par constat**.

Ces pénalités seront déduites du montant que le Grand Port Maritime de la Guyane s'est engagé à verser au titulaire en contrepartie de l'exécution des prestations sur un état d'acompte relatif à une situation de travaux.

## **Article 6 - Prix et règlement**

### **6-1-VARIATION DES PRIX**

Les prix sont fermes et révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées ci-dessous.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du RC.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

Les index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché sont :

Pour le Lot 1 :

TP01	Prix n°1 à n°9
ING	Prix n°13

Pour le Lot 2 :

TP01	Prix n°14, n°15, n°17, n°18, n°19, n°20, n°21
TP02	Prix n°36, n°37, n°38, n°39
TP03a	Prix n°25, n°26, n°27, n°28
TP12a	Prix n°29, n°30, n°31, n°32, n°33, n°34, n°35
TP12b	Prix n°22, n°23, n°24
ING	Prix n°16, n°40

Modalités de révision des prix :

Le coefficient de révision Cn applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;  
 $I_n$  = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application du premier alinéa de l'article R20197-27 du code de la commande publique, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index

correspondant.

Par dérogation à l'article 11.4 du CCAG, les calculs finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

## **6-2-CONTENU DES PRIX**

### **Lot 1 :**

La prestation est rémunérée après constatation des quantités réellement exécutées par l'application des prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU Lot n°1) tel que renseigné dans l'Annexe 1 de l'ATTRI1 – Lot n°1. Le détail estimatif du marché est à titre indicatif et ne sert qu'à l'évaluation des offres entre elles.

### **Lot 2 :**

Les prestations seront rémunérées, après constatation des quantités réellement exécutées, par l'application des prix unitaires fixés par le bordereau de prix unitaire (BPU Lot n°2). Le détail estimatif du marché est à titre indicatif et ne sert qu'à l'évaluation des offres entre elles.

Les prix unitaires des BPU sont hors TVA et comprennent tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc, et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages spécifiés ou de la prestation.

## **6-3-MODALITES DE REGLEMENT**

### **6-3-1-Présentation des demandes de paiement**

#### **Lot 1 à 2 :**

Conformément à l'article 8 du présent CCAP, les paiements pourront intervenir après constatation partielle ou totale du service fait, et si elles ont été demandées après les épreuves de réception.

La demande de paiement sera déposée sur le portail CHORUS PRO (code service = TECH) accompagnée d'une facture datée et comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché ainsi que le numéro d'engagement juridique ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la référence à l'état d'acompte ;

Le maître d'œuvre notifiera par ordre de service sa validation de la demande de paiement. Le titulaire pourra alors déposer la demande de paiement sur le portail CHORUS PRO accompagnée d'une copie de l'ordre de service et de l'état d'acompte établi par le maître d'œuvre, si besoin.

Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte.

## **Lot 2 :**

Une facture sera déposée sur le portail CHORUS PRO (code service = TECH), datée et comportant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro le numéro du marché, ainsi que le numéro d'engagement juridique ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la référence à l'état d'acompte ;

Le maître d'œuvre notifiera par ordre de service sa validation de la demande de paiement. Le titulaire pourra alors déposer la demande de paiement sur le portail CHORUS PRO accompagnée d'une copie de l'ordre de service et de l'état d'acompte établi par le maître d'œuvre, si besoin.

### **6-3-2-Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique à compter du dépôt de la demande de paiement sur chorus pro.

## **6-4-PERIODICITE DES PAIEMENTS**

Pour **les lots 1 à 2**, les paiements interviennent à la demande du titulaire à l'issue de la réception des prestations, ou mensuellement après constatation des prestations lorsque la prestation s'étale sur plusieurs mois dans les conditions prévues par l'article 12 du CCAG travaux.

## **6-5-AVANCE**

### **Lot 1 à 2 :**

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 20 % du montant initial TTC du marché.

Le versement de l'avance est conditionné à la constitution d'une garantie à première demande tel qu'une caution bancaire. Cette garantie porte sur la totalité de l'avance. Dès réception par l'agent comptable du GPM-Guyane de cette garantie à première demande, le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 6-3.2 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 50 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 70 %. L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au pouvoir adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **6-6-RETENUE DE GARANTIE**

### **Lot 1 et 2 :**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.



## **Article 7 - Conditions d'exécution des prestations**

Les stipulations figurent au CCTP de chaque lot.

### **7-1-MAITRISE D'ŒUVRE**

Le maître d'œuvre est le Pôle Technique du GPM-G

Il est représenté par :

Richard VANÇON, Chargé d'opérations au Pôle technique

Tel : +594 594 29 67 10 – r.vancon@portdeguyane.fr

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

### **7-2-AUTRES INTERVENANTS**

Il est précisé également qu'une mission de coordination SPS de catégorie 3 sera assumée par : En cours de consultation

Des prélèvements sur le béton du génie civil (dalle « Poids Lourds » principalement) seront réalisés afin d'effectuer des essais de résistance à la compression.

Les bureaux d'études géotechniques ANTEA et SAFOR pourront également être consultés (Accord-cadre en cours avec le GPM) pour un appui sur la géotechnique et/ou des essais.

### **7-3-PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître d'œuvre les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

#### **7-4-PERIODE DE PREPARATION / PROGRAMME D EXECUTION DES TRAVAUX**

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Par les soins des titulaires :

- Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) auprès des concessionnaires de réseaux suivants :
    - EDF Production Electrique Insulaire (PEI)
    - EDF Système Energétique Insulaire (SEI)
    - France Télécom - Orange
    - Société Guyanaise Des Eaux (SGDE)
    - Société Anonyme de Raffinerie des Antilles (SARA)
    - Air Liquide Spatial Guyane (ALSG)
  - Etablissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre dans le délai de la période de préparation suivant la notification du marché des documents suivants :
    - Plan d'installation de chantier
    - Des demandes d'agrément des produits proposés
    - Des procédures d'exécution des travaux (pouvant être compilées sous forme de PAQ)
    - Planning de réalisation des ouvrages
    - Plan de Respect de l'Environnement (PRE)
  - Etablissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.
- Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant). Les PPSPS sont fournis au coordonnateur SPS au moins 10 jours avant l'intervention des entreprises telle que précisée par le planning.
- Mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

#### **7-5-ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DU CHANTIER**

## Installation de chantier

L'emplacement des installations de chantier est précisé dans le plan joint au DCE et sera présenté lors de la visite obligatoire réalisées dans le cadre de l'appel d'offres.

L'installation de chantier et son entretien sont à la charge de titulaire du lot 2. Elle comportera :

- Cantonnements : bungalow de chantier comprenant vestiaires, réfectoires, sanitaires chimiques (y compris climatisation, tables, chaises, armoires, nettoyage quotidien...).

Tous ces locaux seront conformes aux normes en vigueur et adaptés à la taille du chantier (8 personnes maximum simultanément sur site).

- Container de stockage des équipements, portes et divers tableaux ou coffrets déposés par le lot 1 lors des opérations de curage.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

## Rémunération des installations

Les dépenses d'investissement et d'entretien des installations de chantier sont rémunérées par le prix n°13 « Installation de chantier » du lot 2 qui en supporte seul les frais.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

# **Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie**

## **8-1-OPERATIONS DE CONSTATION**

L'entrepreneur et le maître d'œuvre établiront contradictoirement un constat d'achèvement des travaux.

A la vue de ce constat signé contradictoirement, l'entrepreneur pourra déclencher la procédure de paiement détaillé à l'article 6 du présent document.

A l'achèvement des travaux, il pourra être procédé aux opérations préalables à la réception selon les modalités décrites à l'article 41 du CCAG.

## **8-2-RECEPTION**

**Lot 1 à 2 :** Les stipulations du CCAG travaux sont applicables sous réserve du complément suivant :

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des OPR, la réception ne sera pas acquise.

### **8-3-DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION ET AVANT RECEPTION**

**Lot 1 :** Le DOE dont le contenu est précisé à l'article 6 du CCTP Lot n°1 et les bordereaux de suivi des déchets ton à fournir à l'issue des travaux.

**Lot 2 :** Le DOE dont le contenu est précisé à l'article 9 du CCTP et les bordereaux de suivi des déchets sont à fournir à l'issue des travaux.

<h3><b><u>Article 9 – Obligations relatives à la protection des données à caractère personnel</u></b></h3>
--

Le maître d'ouvrage et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

A ce titre,

Le maître d'ouvrage demande que les CV, références professionnelles et autres informations nécessaires à l'étude et analyse des offres comportent le minimum d'information personnelle.

Il est donc proscrit de mettre :

- Des photos d'identités,
- L'âge des personnes,
- Des références à la vie familiale ou privée,

Les personnes habilitées à utiliser et manipuler ces données sont les personnes nommées à l'article 8 du présent document. Ces données seront utilisées uniquement pour la réalisation du rapport d'analyse des offres.

Une fois le marché notifié :

- Les informations des candidats non retenus seront stockées et archivées suivant les règles de conservation en la matière.
- Les informations du titulaire deviendront si besoin contractuelle et seront utilisées durant toute la vie du marché. Une fois le marché clos, ces informations seront stockées et archivées suivant les règles de conservation en la matière.

Le maître d'ouvrage s'engage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

A ce titre, le maître d'ouvrage communique le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données. Elle est :

Madame Clémentine JOHANES : Email : [c.johanes@portdeguyane.fr](mailto:c.johanes@portdeguyane.fr)

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du Grand Port Maritime de la Guyane, responsable de traitement, les données à caractère personnel nécessaires pour la réalisation des prestations qui font l'objet du présent contrat. Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du contrat.

Le titulaire doit prendre toutes les précautions utiles pour préserver la sécurité des données personnelles. Il doit notamment s'assurer qu'un mécanisme de gestion des habilitations régulièrement mis à jour permet de garantir que seules les personnes habilitées peuvent accéder aux données nécessaires à la réalisation de leurs missions. Il doit mettre en œuvre les moyens permettant de garantir l'intégrité et la disponibilité constantes des systèmes et des services de traitement ainsi que les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données. Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Dans le cas où le titulaire fait appel à un sous-traitant, le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution de ses obligations.

Au terme du contrat le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

## **Article 10 - Litiges et contentieux**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Cayenne :

Tribunal Administratif de la Guyane

7, rue Schoelcher / B.P. 5030

97305 Cayenne Cedex

Tel. 05 94 25 49 70 / Télécopie : 05 94 25 49 71 / greffe.ta-cayenne@juradm.fr

## **Article 11 - Résiliation du marché**

Les dispositions des articles de chaque CCAG respectif s'appliquent sans autre disposition particulière.